

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 11 JUILLET 1978 - N° 737

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

CONTRE STOLERU L'EXPULSEUR

- Des milliers samedi, dans la rue
- Vigilance pour les prochains procès

Procès le 10 juillet à Lagny et à Metz, le 12 juillet à Montreuil, le 13 juillet à Montmorency, le 18 juillet foyer Sainte Geneviève des Bois, le 31 juillet à Bobigny...



Lire en page 4

URSS : CHTCHARANSKY ET GUINZBOURG EN DANGER DE MORT



La menace de condamnation à mort qui pèse sur Anatoli Chtcharansky, dissident soviétique, est un très dangereux précédent dans la répression fasciste en URSS. Et le « motif » invoqué de « haute trahison » pour justifier la liquidation des opposants. Pour Guinzbourg, vu son état de santé, la lourdeur des peines envisagées peut signifier aussi la mort. C'est aux développements récents de la résistance à leur dictature que les nouveaux tsars du Kremlin entendent ainsi répondre.

Lire en page 8



PAMPELUNE manifestation pour l'amnistie



**La police tire :
un mort, 150 blessés**

Malgré la relative libéralisation intervenue en Espagne depuis la mort de Franco, malgré le cachet démocratique délivré par Giscard, lors de son dernier voyage au régime de Madrid, pour préparer une future entrée de l'Espagne dans le Marché Commun, la police du pays basque n'a pas rompu avec ses « traditions » sanglantes. C'est parce que quelques centaines de jeunes, manifestaient samedi pour l'amnistie totale des prisonniers politiques, que la police est intervenue violemment dans les arènes de Pampelune, capitale de la Navarre, où se déroulait une corrida à l'occasion de la fête traditionnelle de la « San Firmin ». Aboutissant à des combats de rues tout au long du week-end, l'intervention meurtrière de la police, face à laquelle se sont dressés des milliers de jeunes, a fait au moins un mort et plus de 150 blessés.

Croissant : le Conseil d'Etat contre l'asile politique

Le conseil d'Etat a confirmé vendredi l'arrêt d'extradition pris à l'encontre de Klaus Croissant. L'Etat s'est retranché derrière des arguments juridiques pour nier le caractère politique de la mesure d'extradition. Une grave attaque contre le droit d'asile politique.

Lire en page 3

Maître : reconstitution du crime

Lire en page 3

PS : l'armistice n'est pas la paix

Le comité directeur du PS s'est séparé sur une fausse unanimité. Les différents courants ont approuvé une déclaration de Mitterrand. Mauroy avait poussé à l'atténuation des conflits au moins publics. Mais les contradictions mises sous le boisseau ne manqueront pas de ressortir à la rentrée.

Lire en page 2

Dernière minute Coup d'Etat militaire en Mauritanie

Un coup d'Etat militaire vient de se produire en Mauritanie. On ignore encore, à l'heure où nous mettons sous presse, qui en est à l'origine. Vu l'engagement, jusqu'ici, du régime mauritanien, contre le peuple sahraoui et ses liens avec l'impérialisme français, toute évolution dans ce pays peut avoir d'importantes conséquences.

MAO TSE TOUNG : «DISCOURS A UNE CONFÉRENCE DE TRAVAIL ELARGIE CONVOQUÉE PAR LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS»

(30 janvier 1962) (SUITE)

Quatrième point : La connaissance du monde objectif

Dans l'acquisition de la connaissance du monde objectif, l'homme doit passer par tout un processus pour accomplir le bond du règne de la nécessité à celui de la liberté. Par exemple : sur la façon de réaliser la révolution démocratique en Chine, il aura fallu à notre parti 24 ans, de sa création en 1921 à son VII^e congrès en 1945, pour parvenir à une complète identité de vue. Entre-temps, nous avons mené à l'échelle de tout le parti un mouvement de rectification qui a duré trois ans et demi, du printemps 1942 à l'été 45. C'était une rectification minutieuse pour laquelle on avait adopté la méthode de la démocratie, c'est-à-dire que, pour quiconque avait commis des erreurs, l'essentiel était qu'il en ait conscience et les corrige, et chacun l'aidait dans ce sens. Ce qui s'appelait «tirer la leçon des erreurs passées pour en éviter le retour et guérir la maladie pour sauver l'homme», «partir du désir d'unité et arriver en distinguant le vrai du faux, par la critique ou la lutte, à une nouvelle unité reposant sur une base nouvelle». C'est de ce temps là que date la formule «unité, critique, unité». Ce mouvement de rectification a aidé les camarades de tout le parti à réaliser leur identité de vue. Comment fallait-il mener la révolution démocratique ? Comment fixer la ligne générale et les diverses mesures politiques concrètes du parti ? C'est à cette époque et plus particulièrement après ce mouvement, que ces problèmes ont pu être complètement résolus.

La compréhension des lois de la révolution chinoise...*

Au cours de la période entre la fondation du parti et la guerre de résistance contre le Japon, il y a eu l'expédition du Nord et la guerre révolutionnaire agraire de dix ans. Nous avons alors connu deux victoires et deux échecs. L'expédition du Nord a été victorieuse mais, en 1927, la révolution devait se solder par un échec. Nous avions obtenu de grands succès dans la guerre révolutionnaire agraire, et les effectifs de l'armée rouge avaient grossi jusqu'à atteindre 300 000 hommes ; mais nous avons par la suite essuyé des revers et, après la longue marche, le nombre de nos effectifs était tombé à un peu plus de 20 000 hommes. Parvenus au Chensi du Nord, nous les avons plus ou moins renfloués, pourtant ils n'atteignaient pas encore 30 000, c'est-à-dire pas même le dixième du chiffre initial. Mais, de l'armée de 300 000 hommes ou de celle de moins de 30 000, laquelle était la plus forte ? Tant de revers, et d'épreuves nous avaient aguerris, nous avaient donné de l'expérience, nous avions redressé la ligne erronée et restauré la ligne correcte. Ainsi, cette armée de moins de 30 000 hommes était plus forte que l'armée de 300 000. Dans le rapport présenté à cette conférence, il est dit que durant ces quatre dernières années, notre ligne a été correcte et l'aspect principal de notre activité, positif ; que si nous avons commis des erreurs dans notre travail pratique, et l'avons payé cher, nous avons acquis de l'expérience et sommes par conséquent plus forts et non pas plus faibles. C'est effectivement ainsi que les choses se présentent. Dans la période de la révolution démocratique, nous avons dû passer de la victoire à la défaite, puis encore une fois de celle-là à celle-ci, et par deux fois, en faire la comparaison avant de pouvoir connaître ce monde objectif qu'est la Chine. A la veille et au cours de la guerre de résistance contre le Japon, j'ai écrit quelques articles, notamment «Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine», «De la guerre prolongée», «De la nouvelle démocratie», «Pour la parution de la revue *Le Communiste*», et rédigé pour le comité central des documents concernant la politique et la tactique ; ces écrits sont tous un bilan de l'expérience accumulée dans la révolution. Ces articles et ces

documents ne pouvaient être écrits qu'à ce moment-là, et pas plus tôt, car avant de passer par ces grandes tempêtes, avant de comparer les deux victoires et les deux défaites, je n'avais pas suffisamment d'expérience et je ne pouvais pas encore complètement comprendre les lois de la révolution chinoise.

... Doit passer par tout un processus

D'une façon générale, ce monde objectif qu'est la Chine, c'est nous, les Chinois, qui l'avons compris et non pas les camarades qui s'occupaient des questions chinoises au sein du Komintern. Ces camarades du Komintern, eux, n'ont pas compris, ou pas très bien compris la société chinoise, la nation chinoise, la révolution chinoise. Nous-mêmes, pendant longtemps, nous n'avions pas une claire compréhension du monde objectif de la Chine ; que dire alors des camarades étrangers ?

C'est seulement dans la période de la résistance au Japon que nous avons formulé pour le parti une ligne générale et un ensemble complet de politiques concrètes adaptées à la situation réelle.

C'est seulement alors que nous sommes parvenus à connaître ce règne de la nécessité qu'est la révolution démocratique chinoise et que nous avons acquis la liberté. Nous avons fait la révolution pendant une vingtaine d'années déjà. Jusque là, notre activité révolutionnaire était empreinte d'une bonne dose de cécité. Si jamais quelqu'un prétend que l'un ou l'autre camarade, n'importe quel membre du Comité central ou moi-même par exemple, avait entièrement compris, dès le début, les lois de la révolution chinoise, ce serait du bluff et il faudrait bien vous garder de le croire, car rien de tel n'est vrai. Autrefois, surtout au début, nous voulions avec passion faire la révolution, mais quant à savoir la faire, ce qu'elle devait transformer, ce qui devait être fait d'abord et ce qui devait venir ensuite, ce qui devait attendre l'étape suivante, nous sommes restés assez longtemps sans idées claires là-dessus, ou du moins sans idées très claires. Si j'évoque cet épisode de l'histoire montrant comment, dans la période de la révolution démocratique, les communistes chinois ont réussi, malgré bien des difficultés, à comprendre les lois de la révolution chinoise, c'est dans l'intention d'amener nos camarades à se rendre compte de ceci : la compréhension des lois de l'édification socialiste doit passer par tout un processus. Nous devons partir de la pratique, passer de l'inexpérience à l'expérience, d'une expérience assez restreinte à une expérience plus étendue ; passer de ce règne de la nécessité, encore inconnu, — la construction du socialisme — en surmontant progressivement notre cécité, à la pénétration des lois objectives qui nous fait acquérir la liberté, accomplissant ainsi un bond dans notre connaissance jusqu'au règne de la liberté.

Acquérir l'expérience de l'édification du socialisme...

Au sujet de l'édification socialiste, nous manquons encore d'expérience. J'en ai parlé avec des délégations de partis frères de plusieurs pays. Nous n'avons pas d'expérience, leur ai-je dit, pour ce qui est de construire une économie socialiste.

Ce problème, j'ai ai parlé aussi avec des journalistes de certains pays capitalistes, notamment avec un Américain du nom d'Edgard Snow. Il voulait depuis longtemps revenir en Chine et, en 1960, nous avons satisfait son désir. J'ai eu un entretien avec lui. J'ai dit : «Comme vous le savez, nous avons un ensemble d'expériences, un ensemble d'orientations, de mesures politiques et de méthodes pour ce qui est de la politique, des affaires militaires, et de la lutte des classes ; mais pour ce qui est de l'édification socialiste, nous n'avons rien fait de ce genre, et nous n'avons pas encore d'expérience. N'est-ce pas ce que vous faites depuis 11 ans ? me direz-vous. Oui, c'est ce que nous faisons depuis 11

ans, mais nous manquons toujours de connaissances et d'expérience. Admettons que nous commençons à en avoir un peu, ça ne fait toujours pas grand chose». Edgard Snow m'a demandé de lui parler de ce que serait le plan à long terme pour l'édification de la Chine. «Je ne sais pas» ai-je répondu. Il a dit : «Vous êtes trop prudent». J'ai dit : «Là n'est pas la question, le fait est que je ne sais pas, que nous n'avons pas d'expérience». Camarades, c'est vrai que nous ne savons pas ; nous manquons réellement d'expérience ; jusqu'à présent, nous n'avons pas vraiment un tel plan à long terme. 1960, c'était l'année où nous nous sommes heurtés à de nombreux obstacles. En 1961, au cours d'un entretien avec Montgomery, j'ai aussi abordé le point de vue exprimé plus haut. Et il m'a dit : «Dans 50 ans vous serez formidables». Il voulait dire qu'au bout de 50 ans nous serions devenus puissants, que nous pourrions alors «agresser» les autres, mais pas avant 50 ans. Cette opinion, il me l'avait exposée lors de sa visite en Chine en 1960. J'ai dit : «Nous sommes des marxistes-léninistes, notre Etat est un Etat socialiste, et non un Etat capitaliste ; par conséquent, nous ne saurions agresser les autres, que ce soit dans 100 ans, ou dans 10 mille ans. Quant à construire une puissante économie socialiste, 50 ans n'y suffiront pas en Chine ; il faudra 100 ans, ou même plus. Dans votre pays, le développement du capitalisme s'est poursuivi pendant plusieurs centaines d'années, sans compter le seizième siècle, car c'était encore le moyen-âge. Du 17^e siècle à maintenant, cela fait déjà plus de 360 ans. Pour construire dans notre pays une économie socialiste puissante, j'estime qu'il faudra plus de 100 ans». Quelle période était-ce, le 17^e siècle ? En Chine, c'était la fin de la dynastie des Ming et le commencement de celle des Tsing. Un siècle plus tard, au cours de la première moitié du 18^e siècle, c'était le règne de Kienlong, dynastie des Tsing, où vécut Tsao Siue-kin, l'auteur du rêve du pavillon rouge ; c'était l'époque qui produisit des personnages de romans comme *Kia Pao-yu*, qui étaient mécontents du système féodal. A l'époque de l'empereur Kienlong, la Chine avait déjà à l'état embryonnaire, des rapports de production capitalistes, mais elle était encore une société féodale. Tel était le contexte social de la foule de personnages qui évoluaient dans le jardin de la grande vision. Avant ce temps-là, au 17^e siècle le capitalisme se développait déjà dans certains pays européens, et il a fallu plus de trois cents ans pour que les forces de production capitalistes deviennent ce qu'elles sont actuellement. Le socialisme étant à de nombreux égards supérieur au capitalisme, le développement économique de notre pays sera beaucoup plus rapide que celui des pays capitalistes. Toutefois, du fait que la Chine a une population nombreuse, une base faible et une économie arriérée, il lui sera impossible, à mon avis, de développer considérablement ses forces productives pour rattraper et dépasser les pays capitalistes les plus avancés en moins d'une centaine d'années. Peut-être y parviendra-t-on en quelques dizaines d'années, en cinquante ans par exemple, comme l'envisagent certains. S'il en va ainsi, nous en rendrons grâce au ciel et à la terre, et ce sera merveilleux ! Mais je vous conseille, camarades, de prévoir davantage de difficultés et, par conséquent, d'envisager un temps plus long. Il a fallu trois siècles et quelques dizaines d'années pour construire une économie capitaliste puissante ; qu'y aurait-il à redire si, dans notre pays, on construisait une économie socialiste puissante en 50 ou 100 ans environ ? A compter de maintenant, la cinquantaine ou centaine d'années à venir seront une grande époque de changement radical des systèmes sociaux à travers le monde ; une époque de bouleversements prodigieux ; une époque comparable à nulle autre dans l'histoire. Vivant à une telle époque, nous devons être prêts à engager des luttes grandioses qui, à bien des égards, différeront des formes de lutte du passé. Dans cette entreprise, nous devons unir le mieux possible la vérité universelle du marxisme-

léninisme avec les réalités concrètes de l'édification socialiste de la Chine et avec celles, présentes et futures, de la révolution mondiale, et, par la pratique, arriver peu à peu à comprendre les lois objectives de la lutte. Nous devons nous préparer à subir de nombreux échecs et revers, dus à notre cécité, avant d'acquiescer de l'expérience et de remporter la victoire finale. Dans cette perspective, il y a de nombreux avantages à envisager un temps plus long ; envisager un temps trop court, serait au contraire préjudiciable.

... Faire des enquêtes et des recherches

Dans nos efforts pour édifier le socialisme, il y a encore une bonne part de cécité. Pour nous, l'économie socialiste est encore sur bien des points un règne de la nécessité qui demeure inconnu. Prenez mon cas, par exemple : dans les tâches de l'édification économique, il y a beaucoup de questions que je n'ai pas encore assimilées. Je n'entends pas grand-chose à l'industrie et au commerce. L'agriculture, je m'y connais un petit peu. Mais cette connaissance est toute relative, elle est après tout limitée. Pour avoir une connaissance plus étendue de l'agriculture, il faudrait encore connaître la pédologie, la botanique, la science des cultures, la chimie agricole, la mécanisation agricole, etc. Il faudrait aussi connaître les différentes branches de l'agriculture : céréales, coton, oléagineux, chanvre, sériciculture, thé, plantes sucrières, cultures maraichères, tabac, cultures fruitières, plantes médicinales, produits divers, etc. Il y a en outre l'élevage et la sylviculture. Je suis pour la pédologie du Soviétique W.R. Williams. Dans ses travaux sur les sols, Williams préconisait la combinaison de l'agriculture proprement dite, de la sylviculture et de l'élevage. J'estime que nous devons avoir cette triple combinaison ; autrement, l'agriculture en pâtirait. Tous ces problèmes de la production agricole, je vous conseille, camarades, de les étudier sérieusement quand vous aurez du temps de libre après le travail. J'aimerais moi aussi les étudier un peu. Pour le moment, mes connaissances dans ces domaines sont très limitées. Je me suis surtout penché sur les problèmes touchant au système social, aux rapports de production. Au sujet des forces productives, je sais très peu de choses. Dans l'ensemble de notre parti, ce qu'on connaît de l'édification socialiste est très insuffisant. Au cours de la période à venir, nous devons accumuler de l'expérience, étudier assidûment et, dans la pratique, approfondir peu à peu notre connaissance de l'édification socialiste et en pénétrer les lois. Il faut fournir un gros effort et faire sérieusement des enquêtes et recherches dans ce domaine. Il faut se fixer à la base pendant un certain temps dans des brigades ou des équipes de production, des usines ou des magasins. Faire des enquêtes et des recherches, c'est une méthode que nous suivions assez bien dans le temps ; mais depuis que nous sommes entrés dans les villes, nous avons cessé de l'appliquer avec sérieux. En 1961, nous l'avons remise en honneur, et la situation a déjà plus ou moins changé. Mais dans certains endroits, départements et entreprises, ce style de travail ne s'est toujours pas généralisé parmi les cadres responsables, surtout parmi les cadres dirigeants supérieurs. Il y a des secrétaires de comités provinciaux qui, jusqu'ici, ne sont pas encore allés à la base. Si les secrétaires des comités provinciaux n'y vont pas, comment peuvent-ils demander aux secrétaires des comités de préfecture et de district d'y aller ? Ça ne va pas ; il faut que ça change.

A SUIVRE

* Les intertitres sont de la rédaction du QdP.

DEMAIN :
La suite du quatrième point
et le cinquième point
«Le Mouvement Communiste
International»

● L'extradition de Croissant confirmée

● Arenc à refaire

LE DROIT D'ASILE «ILLÉGAL» !

Le conseil d'État a rendu vendredi deux arrêts, apparemment contradictoires du point de vue des libertés publiques : d'une part, l'extradition de Klaus Croissant a été confirmée, sous la même argumentation spéculative que celle de la chambre d'accusation de Paris, d'autre part, la légalité des prisons «clandestines», type Arenc, a été refusée, pour un vice de forme que le gouvernement n'aura aucune peine à rectifier.

S'il restait des illusions à certains sur la «neutralité» du Conseil d'État, plus haute juridiction administrative du pays, censée préserver les citoyens contre les excès du pouvoir de l'exécutif, elles n'ont pas dû survivre à la journée de vendredi.

Remontons huit mois en arrière. Klaus Croissant, réfugié politique en France voit son procès reporté de semaine en semaine. En Allemagne, l'hystérie anti-terroriste et anti-opposants, la campagne de délation et d'accusation des intellectuels non-orthodoxes bat son plein. Le 16 novembre, la chambre d'accusation va statuer.

Peyrefitte a déjà fait savoir publiquement qu'il était favorable à la demande d'extradition, événement exceptionnel devant cette juridiction. Dans la salle, les policiers en civil sont majoritaires. Les couloirs sont bondés d'avocats en particulier. Le verdict est lu : la chambre n'a pas retenu les motifs d'extradition invoqués par la justice et la police allemande, sauf deux. Cela suffit pour donner un avis favorable à l'extradition. La réaction est immédiate : les avocats en robe parcourent les couloirs du Palais de Justice en dénonçant Peyrefitte et Sadon, le procureur général. Mais la machine

est en route : quelques heures après, le décret d'extradition est signé, Croissant sorti de la Santé (il parvient à passer un message à ses amis). Avant minuit, il est dans une prison allemande. L'avocat avait pourtant immédiatement déposé un pourvoi en cassation et un recours en Conseil d'État.

Peyrefitte n'avait pas attendu que ces recours soient examinés. Il ne risquait rien, puisque vendredi, le conseil d'État expliquait benoîtement que Croissant n'était pas poursuivi pour des motifs politiques, et que le gouvernement allemand n'avait poursuivi aucun but politique dans tout cela, l'extradition est donc légale. C'est donc le droit d'asile qui est illégal !

Le second arrêt du Conseil d'État prétendait peut-être tempérer le mauvais

effet produit par le premier : l'instruction ministérielle du 21 novembre 77, qui légalisait après des années d'existence les prisons clandestines pour immigrés sur le point d'être refoulés, est annulée. Le conseil d'État s'est aperçu que l'instruction portait des signatures en trop : celles des ministres de l'Intérieur, et de la Justice. Autrement dit, il suffit de la promulguer à nouveau, dans les formes cette fois. Les prisons clandestines seront alors parfaitement légales, et tout immigré pourra y être enfermé à discrétion des autorités administratives sans le moindre recours.

Les libertés démocratiques, dont le droit d'asile n'est pas la moindre ne sont plus seulement attaquées dans les faits : leurs restrictions sont légalisées. La riposte ne doit pas attendre.

Eric BREHAT

Comité directeur du PS

Des contradictions mises en vacances

Le comité directeur du PS, réuni ce week-end, n'a rien résolu des problèmes qui secouent le parti. Il s'est borné à reporter leur résolution à plus tard, au prochain congrès, dont la date ne sera pas avancée, contrairement à ce que demandait le CERES.

Rappelons brièvement les épisodes les plus récents des polémiques internes au PS. Au lendemain des élections, la direction a été vivement critiquée de tous bords, de nombreuses voix s'élevant pour réclamer la démission de Mitterrand de son poste

de premier secrétaire. Les spéculations allaient bon train quant à la désignation du candidat socialiste aux élections présidentielles de 1981.

En riposte à ces attaques convergentes contre Mitterrand, est publié le texte des «trente», signé par

des proches de Mitterrand et auquel se rallie le courant Poperen. Le but essentiel de ce texte était de couper court aux prétentions de Rocard, qui se voyait déjà candidat aux présidentielles.

Mais à la dernière réunion du secrétariat, on constatera que rien n'est réglé. La prise de position inattendue de Mauroy complique les choses. Celui-ci dénonce le texte des «trente» et appelle la majorité du PS à élaborer un

texte programmatique commun. Si cela n'est pas possible, il faudrait, selon lui, avancer le congrès ; d'autre part, chaque leader de courant défendrait ses propres positions devant le congrès. La position de Mauroy a d'autant plus d'importance qu'il représente les fédérations les plus puissantes, celles du Nord et du Pas-de-Calais, sans lesquelles il n'est pas de majorité possible au congrès.

En fin de compte, le règlement des contradictions a été ajourné. Mitterrand a lu, sur le ton théâtral qu'il affectionne, une déclaration demandant aux courants de cesser de se diviser et préconisant un élargissement de la majorité du parti. Après cette déclaration, tous les courants, l'un après l'autre, opinèrent du chef, Mauroy et Rocard en tête, mais aussi le CERES. Enfin, contrairement à ce que réclamait le CERES, la date du congrès ne sera pas avancée.

En un combat douteux, le vainqueur provisoire de ce match semble surtout être celui qui se présente comme arbitre, Mauroy, qui a rappelé à Mitterrand que rien ne pouvait se décider sans lui. Mais rien n'est réglé, et si tous les courants ont approuvé, en paroles, la déclaration de Mitterrand, les arrières-pensées demeurent. Le congrès promet d'être animé.

Convention nationale de l'UDF

L'UDF a convoqué sa première convention nationale ce week-end à Paris. Il s'agissait, pour ce mouvement hétéroclite, composé pour faire pièce au RPR, de prouver qu'il n'était pas seulement un agrégat de circonstance, mais qu'il avait un avenir. La convention a décidé de garder à l'UDF son statut de confédération des différents partis de droite non RPR.

La constitution de l'UDF avait déjà donné lieu à des divergences entre ces différentes composantes. Créée à l'occasion des élections, ce conglomerat visait à rassembler tous ceux des partis de droite non RPR. Il rassemble le Parti républicain, qui en constitue l'essentiel, le CDS de Lecanuet, et les radicaux de Servan-Schreiber. Des batailles de personnes ont éclaté à l'occasion de sa constitution pour la nomination du président de l'UDF et de celui du groupe parlementaire. Ce fut après de longues tracta-

tions de couloirs que la poire fut coupée en deux, Lecanuet prenant la présidence du mouvement et Chirac celle du groupe parlementaire.

DE TYPE NOUVEAU DISENT-ILS

Parmi les partis de droite, ce qui fait la force du RPR par rapport à ses concurrents de la majorité, c'est la solidité de son organisation. L'UDF, à l'opposé, est un bricolage laborieux de partis de tailles diverses, ayant encore des divergences entre

eux. Si l'on y ajoute les querelles d'ambitions personnelles, on saisit qu'il doit être difficile de maintenir l'unité de ce magma. Ce qui explique que les rêves de fusion des partis constituants ont été bien vite écartés. L'UDF restera donc une fédération de partis.

Pour expliquer cette forme bâtarde que garde l'UDF, le délégué général de l'UDF, Michel Pinton, a expliqué que l'UDF représentait «une expérience unique». Ah bon. Parce que, «pour la première fois dans notre histoire, les partis et les mouvements qui représentent le noyau sociologique de ce pays se sont fédérés». Pour ce Pinton, le noyau central, cela signifie les classes moyennes. Une certaine vision des choses.

Procès de Beaufils, accusé d'espionnage au profit de l'URSS

Ce lundi, s'ouvrait, devant la Cour de Sécurité de l'État, le procès de Georges Beaufils, accusé d'espionnage au profit de l'URSS et arrêté par la DST le 11 octobre.

Georges Beaufils, qui avait été colonel des FTP et membre du PCF pendant la guerre, avait été intégré dans l'armée avec le grade de colonel de réserve. Selon l'accusation, il aurait fourni aux Soviétiques, de 1945 à 1970, des secrets d'ordre politique et militaire. Deux autres personnes avaient été accusées pour la même affaire, mais avaient été relâchées, ayant pu prouver qu'elles avaient été abusées. Le tribunal ne jugera que des faits postérieurs à 1967, les faits précédents étant couverts par la prescription.

Condamnation pour les auteurs de «la machine RPR»

Pierre Crisol et Jean-Yves Lhomeau, auteurs du livre «La machine RPR», ont été condamnés à 1 500 F d'amende chacun pour «complicité de diffamation» envers le secrétaire général adjoint du RPR, Charles Pasqua. Dans leur livre, ils faisaient allusion aux liens que celui-ci aurait eu avec des «personnages peu reluisants». L'honorable parlementaire a également obtenu le franc symbolique de dommages et intérêts.

Un candidat PR contre JJSS

Affronement au sein de la droite pour l'élection partielle de Nancy, consécutive à l'annulation de l'élection de Servan-Schreiber. Officiellement, le PR apporte son soutien à JJSS. Toutefois, le vice-président de la fédération de Meurthe et Moselle du PR, Huriet, a annoncé sa candidature. Il avait déjà en mars, été concurrent de Servan-Schreiber, au premier tour avec le soutien du RPR, et avait dû pour cela se mettre en congé de parti. Cette fois, une procédure d'exclusion sera probablement engagée contre lui. Cette candidature est tout de même un signe de ce que, dans les milieux giscardiens, certains souhaitent se débarrasser d'un personnage devenu trop encombrant.

Reconstitution de l'assassinat de Pierre Maître

Plus d'un an après leur crime, les cinq acolytes de la CFT qui ont abattu Pierre Maître, ont reconstitué leur scandaleux scénario. Dans la nuit du 5 août 1977, alors que les travailleurs des «Verreries mécaniques champenoises» étaient en grève, et avaient mis en place un piquet pour protéger leur lutte, cinq sinistres individus préparaient un coup de main, et faisant feu, tuaient Pierre Maître et blessaient plusieurs autres grévistes. Les cinq hommes venus de l'usine Citroën, ont reconstitué la scène dans une sérénité criminelle. Seul Lecomte, le tireur, est toujours en détention, et risque les Assises, ses collègues seront vraisemblablement traduits en correctionnelle. La justice montre ainsi sa vraie nature, en relâchant les auteurs de cet acte lâche.

Le procès pourrait avoir lieu dans huit ou dix mois, et les jurés se verront projeter la bande vidéo enregistrée lors de la reconstitution. L'in vraisemblable décontraction des criminels prouve à elle seule que ces membres de la CFT ne manifestent pas de regret, et semble indiquer que leurs coups de main anti-grévistes ne sont pas exceptionnels. L'avocat de Lecomte, cherche d'ailleurs les arguments de la défense non pas dans les faits eux-mêmes, mais dans «leur contexte». L'injustice pourrait alors le suivre sur son terrain...

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

● Samedi, 14 h., le carrefour de Barbès est complètement investi par les flics. Mais cette grossière tentative d'intimidation est un échec. Par groupes, les travailleurs immigrés se rendent quelques centaines de mètres plus loin au métro La Chapelle. Arrivés par cars entiers de leurs foyers, plusieurs milliers d'immigrés se sont déjà regroupés derrière de nombreuses banderoles, multicolores, qui reprennent les revendications des grévistes, et dénoncent les mesures Stoléro. A l'écart, Mauroy, Chevènement et une petite poignée de responsables PS ne savent visiblement que faire pour que se remarque leur «soutien» à la manifestation. Ils s'en iront au bout de quelques minutes !

Ignorée de la télévision et de la grande presse, des confédérations syndicales et des partis de gauche, la manifestation, par sa détermination et son ampleur n'en a pas moins marqué la volonté des travailleurs immigrés de combattre les mesures Stoléro et d'imposer les revendications contre la Sonacotra, dans l'unité avec les luttes des travailleurs français.

Outre la présence des comités de soutien, quelques banderoles soulignent la solidarité des travailleurs français, comme celles de l'Intercomité du Marais, des sections CGT-CFDT de la Documentation Française ou de la section CFDT Alstom Saint-Ouen. Défilant dans un ordre et une tenue impressionnants, le cortège restera animé de bout en bout : mots d'ordre repris en français et en arabe, scandés par des battements de mains et des acclamations, prises de parole lors des arrêts de la manifestation.

En tête, la banderole du Comité de Coordination des foyers Sonacotra. Derrière elle, le groupe des

délégués de tous les foyers qui participent à la manifestation : Sonacotra, Adef, Afrp, Aftam, cité Logirep.

Des banderoles marquent aussi la présence des foyers Fondary et de l'Yser : les luttes des différents foyers se développent et s'unissent chaque jour davantage. Unité aussi des nombreuses nationalités, les résidents maghrébins et africains défilant au coude à coude.

Tandis que retentit le mot d'ordre : «*Travailleurs Français-Immigrés, même patron, même combat*», un travailleur immigré me

montre un papier à en-tête de la Régie Renault. C'est un ouvrier des grandes presses de Flins : entre les

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS CONTRE STOLÉRU ET LA SONACOTRA

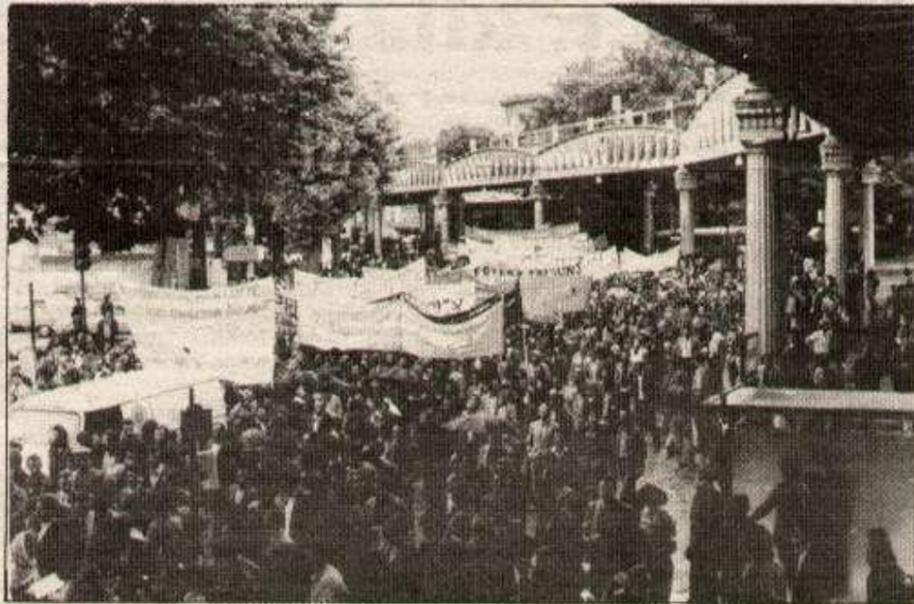
mains... sa lettre de licenciement !

Après un arrêt Place du Colonel-Fabien, devant l'immeuble de ce parti qui dans *L'Humanité*, n'a même pas annoncé la manifestation, le cortège s'engage Boulevard de Belleville où il grossit encore. Aux fenêtres, beaucoup de monde regarde, et souvent applaudit.

Avant d'arriver au Père-Lachaise où, comme à Barbès, les flics sont en nombre, la manifestation s'arrête à Ménilmontant.

Deux chansons attaquant la Sonacotra et Stoléro, sur des airs arabes connus, suscitent un enthousiasme qui ne s'est d'ailleurs pas démenti, deux heures durant, malgré la pluie.

Une ultime intervention souligne le succès de cette manifestation, plus nombreuse encore que celle du 19 novembre 1977. Au passage, PCF et confédérations syndicales ne sont



pas ménagés pour leurs silences et leurs manœuvres de division des travailleurs depuis le début de la lutte des foyers. Une lutte qui va continuer, car les menaces pèsent sur les résidents traduits devant les

tribunaux, même si, jusqu'ici, plusieurs des procès intentés par la Sonacotra ont été reportés après les vacances.

Pour les procès qui viennent, il faudra être nom-

breux comme à Rambouillet et Sannois. Ce sont les prochains rendez-vous d'une lutte dont la manifestation de samedi a montré la force et l'ampleur.

Claude ANCHER

BOUSSAC : LES VOSGIENS DANS L'ATTENTE

REPORTAGE DE RICHARD FEUILLET

● 10 jours se sont désormais écoulés depuis cette semaine d'intense colère qui a secoué les Vosges, fin juin.

Et, en ce début juillet, rien n'a pu encore venir à bout de ce qui témoigne encore de la bataille pour les salaires menée par les «*Boussac*» : les banderoles «*vivre et travailler au pays*» qui s'étaient multipliées avant les congés, arrivées solidement après la bataille, se dressent sans un pli aux portes des usines de Thaon, Igney... malgré la pluie qui ne cesse de tomber depuis 8 jours au dessus de la vallée de la Moselle.

Où en est-on aujourd'hui ?

L'unité avec la population, que les travailleurs de Thaon avaient contribué à forger en l'invitant à leurs assemblées générales, les ouvriers de Vincey viennent de montrer qu'eux aussi y attachent une grande importance : aidés par les travailleurs d'autres usines, ils ont organisé une journée «portes ouvertes» le week-end dernier. Un succès, à tel point que l'heure de clôture du être retardée à plusieurs reprises.

A Igney, c'est la répétition générale : les sirènes — signe de ralliement en cas d'attaques extérieures — ont été essayées et la riposte «simulée» a montré que le pouvoir risque d'avoir grand mal à mettre à exécution ses projets de déménagement : en quelques minutes, des centaines de tra-

vailleurs se sont retrouvés devant l'usine.

Plus généralement, la mobilisation, tout en ne prenant pas cet aspect spectaculaire et dur qu'exigeait la situation fin juin, n'est pas retombée pour autant. Et même si, dans certaines usines, on a arrosé les «congés» et si, dans d'autres, on ne l'a pas fait parce qu'*«on n'avait pas le cœur à ça»*, un nombre appréciable de Boussac n'est pas parti en congés, ou les ont pris mais en restant sur place.

Ceci dit, bien que la situation actuelle ne nécessite pas que des centaines de travailleurs soient en permanence au sein des usines, il reste que la «vigilance» contre des tentatives de déménagement qui ne sont pas complètement écartées connaît quelques faiblesses.

Rien ne remplace les barrages qui ont été enlevés aux portes des usines et qui, en renforçant les piquets de grève, permettaient de retarder la progression d'éventuels attaquants dans les premières minutes cruciales. Evidente remarquée par une partie des travailleurs, qui ne se contentent pas de tenir leur tour de garde mais viennent à maintes reprises dans la journée aux usines de Thaon ou d'ailleurs passer un moment et se tenir au courant de l'évolution des choses. Mais d'ores et déjà dans les Vosges, on se prépare à la journée du 1^{er} août, échéance de la paie de juillet et des congés payés. Seront-ils payés ? Rien ne permet encore de l'affirmer.

Bien sûr, les banquiers ont fait des promesses verbales, mais n'est-ce pas ces mêmes promesses qu'avaient entendu les «Boussac» pour la paie de juin ?

Et il semble bien pour l'instant que les biens immobiliers auxquels a «renoncé» Boussac ne soient pas une garantie suffisante pour les banquiers : Boussac n'est-il pas contraint maintenant de renoncer à ses biens personnels, tableaux et autres babioles ?

Les banquiers, dont le

souci en la matière n'est pas, loin s'en faut, le paiement des salaires (seule la lutte l'a permis en juin, malgré les assurances données...) profitent en fait aujourd'hui de leur position de force pour mettre la main sur un maximum de biens du groupe.

Et ces derniers jours ont montré que Boussac, de son côté à l'inverse, s'intéressait plus à la conservation d'un patrimoine qu'au paiement des salaires de «ses» ouvriers. Ainsi, l'acte de vente de *L'Aurore*, selon des sources bien informées, contiendrait un paragraphe tout particulier : Boussac aurait accepté de baisser le prix de vente (90 millions de centimes) de 20 %, en échange de quoi il resterait propriétaire d'une partie de ses biens !

On assiste donc entre les banques et l'ancien empereur du textile, à une véritable bataille de chiens. Dès aujourd'hui, les «Boussac» se préparent à cette nouvelle lutte qui, de l'avis de beaucoup, sera sans doute sans commune mesure avec celle de juin. «*On a été gentils en juin, ce n'était qu'un avertissement*» disait récemment un «Boussac».

Metz

Manifestation des résidents Sonacotra

Comme à Paris, les travailleurs immigrés de la région Metz-Thionville ont fait la démonstration samedi, dans les rues de Metz, de leur détermination à faire échec aux manœuvres du gouvernement pour briser la grève des foyers Sonacotra. Samedi, à 16 heures, devant le foyer Sonacotra du Sablon à Metz, rassemblés derrière une banderole proclamant «Vive le Comité de Coordination !», il y avait là les résidents du foyer du Sablon, de Woippy, (banlieue de Metz) et de Florange qui font la grève des loyers depuis plus de quatre mois ; il y avait également les résidents du foyer Sonacotra de Thionville qui se sont joints à la grève depuis la mi-juin. C'est un peu plus de trois cents, mais quand le cortège se mit en mouvement, on les aurait crus des milliers, à les entendre scander les mots d'ordre «*Sonacotra cèdera !*», «*Sonacotra assassin !*», «*À bas les gérants racistes !*», «*Français-immigrés solidarité !*», «*Français-immigrés même patron, même combat !*». Tous y mettaient tout leur cœur pour exprimer leur détermination à la lutte, et pendant les deux heures où la manifestation a parcouru les quartiers populaires et le

centre ville, jamais la combativité ne baissa. Il y a bien longtemps que les gens massés sur les trottoirs n'avaient pas vu une telle manifestation dans Metz. Eux, tant habitués aux défilés sans conviction, organisés par les syndicats et partis de gauche. A propos de ces derniers, on peut noter leur absence totale de la mobilisation. Cette mobilisation qui devra faire réfléchir ceux qui se lamentent sans cesse, en disant que si les licenciements dans la sidérurgie passent si facilement, c'est que les travailleurs ne veulent pas se battre. Les résidents des foyers Sonacotra, font la preuve que les travailleurs sont capables de prendre en main leurs propres luttes, sans s'en remettre à personne, et ils ne comptent pas en rester là dans la mobilisation, car la répression du pouvoir ne se fait pas attendre. Ainsi, ce mardi, six résidents du foyer de Metz (pris au hasard, soi-disant), sont traduits à 10 h 30 devant le tribunal de Metz pour «non paiement de loyers». Leurs camarades comptent bien être plus nombreux que samedi pour venir les soutenir au palais de justice.

Correspondant

● Renault, les Arsenaux, Moulinex : trois grandes grèves de ce renouveau des luttes qui a suivi la défaite électorale de la gauche. Trois grandes luttes, parce qu'elles ont mobilisé des milliers de travailleurs, qu'elles ont suscité un élan de solidarité, d'intérêt dans la classe ouvrière. Et pourtant, à Cléon ou à Brest, à Flins, ou à Caen, la victoire n'a pu être remportée. Aujourd'hui, à l'heure des bilans, les ouvriers, malgré leur amertume, cherchent à comprendre, à voir, quelles conditions il faut réunir pour faire échec à l'intransigeance patronale, remonter le découragement qui pourrait pointer ça et là, engager des luttes victorieuses.

Bien sûr, il leur semble évident qu'il faudra rassembler un très important rapport de forces. Mais ce rapport de forces dont la nécessité crève les yeux quand on constate la répression qui s'est abattue sur ces luttes, la faiblesse des résultats en regard de la mobilisation et de la solidarité, on ne peut se contenter de l'appeler de ses vœux, et de l'attendre, ou de le laisser briser dans l'œuf, comme ça a été le cas à Moulinex, et Caen.

Dès aujourd'hui, il s'agit de résoudre un certain nombre de questions issues de la lutte : de quel

syndicalisme avons-nous ? besoin ? Comment mobiliser largement les grévistes ? A Caen, par exemple, deux conceptions du syndicalisme se sont affrontées, deux tactiques (voir QdP d'hier). Par exemple, la grève a été votée à chaque fois à une très large majorité, au point que ceux des délégués qui voulaient faire reprendre ont empêché un nouveau vote. Pourtant, la grève et l'occupation n'ont pas été prises en main largement. C'était la même situation à Renault Cléon, une situation défavorable pour l'issue de la lutte, et sur laquelle les grévistes s'interrogent.

Moulinex Caen

L'HEURE DU BILAN (2)

Dépasser les obstacles

POUR UN SYNDICALISME DE MASSE

Une chose est claire aux yeux d'une frange assez large d'ouvriers de Moulinex, syndiqués ou non, c'est qu'on se trouve dans une situation paradoxale : les décisions qui sont prises, et par-dessus le marché appliquées même s'il y a de fortes résistances, ne correspondent pas à ce que veulent la majorité des grévistes. Comment peut-on en arriver là ? Comment se fait-il, par exemple, que la reprise ait finalement eu lieu, comme l'avaient décidé certains délégués, sans consulter personne,

et malgré un refus catégorique des grévistes d'entrer, quand la proposition leur en a été faite ! Même problème, au niveau de la section syndicale CFDT, où les délégués qui ne sont pas d'accord avec des choix qui vont à l'encontre de la lutte, ne sont pas écoutés, ne participent pas aux décisions, n'ont pas le droit à la parole. Pourtant, ils sont « dans les structures », comme on dit, ils sont là aux réunions. Mais plus d'une chose se décide ailleurs, dans d'autres structures, ou même en leur présence sans qu'ils puissent réellement avoir du poids.

« J'ai mis des mois à

comprendre ce qui se passait », nous dit une jeune déléguée, « et il faut voir comment ces pratiques peuvent décourager de jeunes militants, qui ont l'impression de ne servir à rien, parce qu'on ne les écoute pas sous prétexte qu'ils sont jeunes dans le syndicat, qu'ils ne savent pas comment ça tourne ».

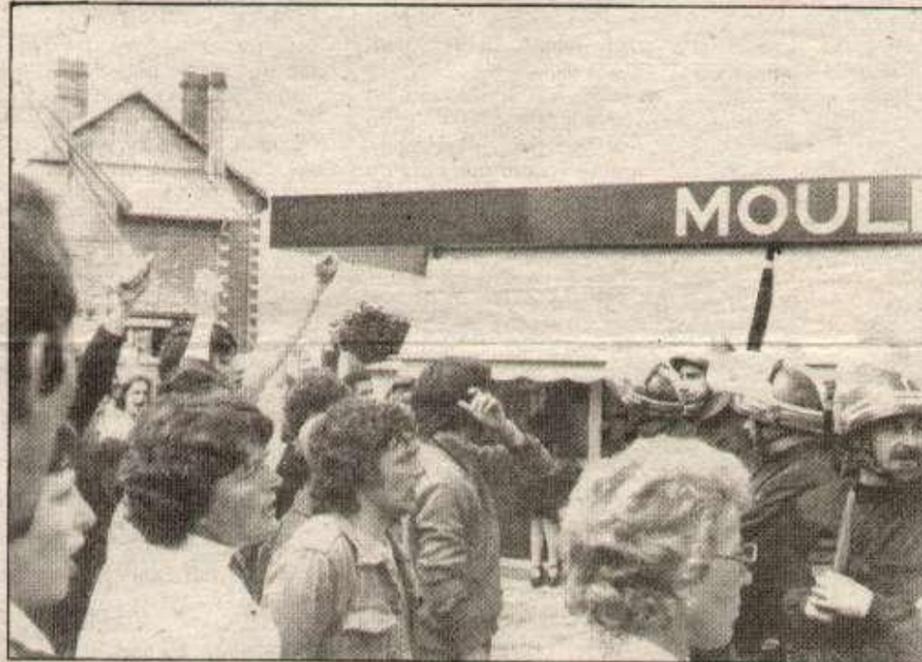
En finir avec ce syndicalisme de prétendus spécialistes, donner aux jeunes délégués, en particulier aux femmes, les moyens de faire valoir leur point de vue, au lieu de les rembarquer, c'est une nécessité. C'est vrai au niveau des

délégués, mais aussi du syndicat, et plus largement des travailleurs. « Il vaut mieux que beaucoup plus de gens participent aux décisions, aux débats, à la lutte, même si c'est à un degré moins important, le résultat sera meilleur. Sinon, c'est toujours les mêmes qui décident, sans tenir vraiment compte de l'avis des travailleurs ». Car, ils ont bien vu, la masse des ouvriers n'ont pas les moyens de faire valoir leur point de vue, de le faire entrer dans la vie, parce qu'ils ne représentent pas vraiment une force qui se connaisse, mais qu'au contraire, ils sont éparpillés, qu'ils ne peuvent pas, dans tous les moments importants proposer une réelle alternative face à ce qui est proposé, même s'ils ne sont pas d'accord.

Dans le même temps, il fut que cette force, unifiée sur des objectifs de lutte clairs, puisse proposer à chaque fois ce qui va dans le sens de la lutte, et expliquer largement en quoi, sous couvert de démocratie, d'unité ou d'autres, certains font exactement le contraire, d'une façon consciente ou pas.

Et cette bataille, elle doit se mener à la fois dans le syndicat, et plus largement avec l'ensemble des travailleurs.

Monique CHERAN



PROGRAMME TÉLÉ

Lundi 10 juillet

TF 1

18 h 15 - Visages du Canada
19 h 10 - Jeune pratique
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Le privé, film américain
22 h 20 - Les grandes personnes : Claire Brétécher et Jean-Claude
23 h 15 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Music-hall
21 h 35 - Top club
21 h 50 - Lire, c'est vivre : La métamorphose, de Franz Kafka
22 h 40 - Journal
22 h 50 - Petite musique de nuit
23 h 00 - Fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 55 - Flash journal
19 h 40 - Tribune libre : Front libertaire
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Mort, où est ta victoire
22 h 35 - Journal et fin

Mardi 11 juillet

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Formations politiques. L'Opposition
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au delà de l'horizon. La vérité sur l'Atlantide
21 h 25 - Super stars à Vichy
22 h 25 - Tour de France
22 h 35 - Bruits en fête et sons de plaisir
23 h 05 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - L'heure d'été
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Les dossiers de l'écran. A tous les coups l'on gagne. Débat : la passion du jeu
23 h 15 - Journal
23 h 30 - Petite musique de nuit

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre. Association Française du Fonds Mondial pour la Nature.
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La louve solitaire
20 h 30 - La louve solitaire. Film français de E. Logereau (1967) avec D. Gaubert, M. Duchaussoy. Aventure policière.
22 h 05 - Journal

RENAULT : REPRESSION ET RIPOSTE

A la suite des mouvements de grève qui ont agité la Régie le mois dernier, la direction Renault a décidé de réprimer.

SANDOUVILLE, CLÉON, FLINS

Ainsi, à Sandouville, près du Havre, ce sont 6 licenciements et 16 mises à pied qui ont été annoncés. La Direction qui ne recule devant rien a mis le nom de plusieurs délégués dans cette liste.

A Cléon, c'est, on le sait, 240 travailleurs à qui la direction a «sucré» les primes dites «de septembre». Tous les gars savent que cela est directement en rapport avec la grève, même si le pourcentage de prime qui a sauté n'est pas toujours fonction du degré d'engagement des grévistes dans le mouvement.

A Flins, enfin, ce sont 37 licenciements et 50 mi-

ses à pied qui sont annoncés «pour fait de grève et non respect d'une décision de justice», dont encore une fois cinq délégués. Quand on sait que la plupart de ces ouvriers sont immigrés, le licenciement pourrait signifier l'expulsion de France.

LA RIPOSTE

La riposte à ces mesures d'intimidation est inégale.

Ainsi, à Sandouville, les sections syndicales CGT et CFDT ont appelé à un débrayage dans chacune des deux équipes. Il n'a pas été très suivi. A quoi cela tient-il alors que comme nous le dit un délégué : «La veille dans les ateliers les gars semblaient vraiment vouloir faire quelque chose contre ces menaces de la direction».

On peut se demander si la

direction syndicales ont tout fait pour s'opposer à la lutte il y a quelques semaines n'a pas pris un rôle dans cette absence de riposte. Ce qui est positif toutefois, c'est que vendredi, l'action semblait devoir se poursuivre par la signature de pétitions et des meetings dans les ateliers.

A Flins, la direction fait preuve d'une intransigeance complète et n'accepte de négocier que sur le déroulement de carrière des OS.

Enfin, à Cléon, les informations que nous avons rapportées au conditionnel selon lesquelles des perquisitions policières auraient eu lieu chez des grévistes, informations que nous avons rapportées sur la foi d'un tract syndical, semblent sans fondement. C'est en tout cas ce que l'on disait à la section CGT vendredi dernier, où l'on

insiste pour dire que la dénonciation faite par la CGT de ces pratiques aurait porté un coup d'arrêt à ce projet de la direction.

La riposte à la diminution ou la suppression des primes est certaine. Dans certains ateliers on a assisté, la semaine passée, à des débrayages et des délégations chez les cadres. D'une manière générale, la solidarité entre ouvriers s'est exercée de telle sorte que la plupart des grévistes auraient touché quasiment l'intégralité de leur prime. Le montant leur en aurait souvent été remis devant la maîtrise qui n'apprécie, paraît-il pas, ces gestes...

Les travailleurs de Renault, même si c'est de manière inégale, ne se laissent pas démonter. C'est prometteur pour la rentrée.

François MARCHADIER

LA CHINE A L'HEURE DES DECISIONS DE LA V^e ASSEMBLEE POPULAIRE

De façon assez systématique les médias continuent à donner une image truquée ou falsifiée de la bataille menée aujourd'hui, en Chine, pour l'édification socialiste. Nous commençons à publier ici une série d'articles examinant et éclairant l'enjeu des débats politiques qui se mènent et l'ampleur des objectifs du peuple chinois tels qu'ils ont été fixés notamment par la 5^e Assemblée populaire. Ils nous ont été envoyés par des camarades séjournant et travaillant à Pékin.

● L'année passée a vu fleurir un certain nombre d'appréciations à l'emporte-pièce sur la Chine. Certains ont parlé de «durcissement» du régime, de retour en arrière, voire même de liquidation pure et simple des principes de Mao Tsé-toung au profit d'une ligne plus réaliste, entendez par là capitaliste. Ces observations hâtives sont, tout compte fait, bien éloignées de la réalité.

Durcissement du régime ! Chasse aux sorcières de grande envergure ! Allons donc ! De l'avis de tous ceux qui ont vécu en Chine ces dernières années, l'atmosphère, au contraire, s'est considérablement détendue depuis ce fameux octobre 1976. Cela est visible aussi bien dans la rue que sur nos lieux de travail, dans la vie quotidienne aussi bien que dans les fêtes qui ponctuent la vie chinoise (1^{er} octobre - Fête du printemps). Enfin, les travaux de la dernière assemblée populaire sont tout à fait contradictoires avec de telles affirmations. Il y a été question, entre autres, du renforcement de la démocratie socialiste et des

droits du peuple, des parquets populaires créés pour contrôler l'application des lois socialistes et le respect des droits du peuple. Quant à ceux qui avaient prédit le retour en arrière, ni plus ni moins, à la Chine d'avant la Révolution culturelle, ils en ont été pour leurs frais. Car si on a bien assisté à la réhabilitation de vieux cadres critiqués pendant la Révolution Culturelle, qui ont pu faire leur réapparition à l'occasion de cette 5^e Assemblée populaire, un autre aspect tout aussi important réside dans l'apparition de centaines et centaines de nouveaux députés à cette Assemblée, et jusque là inconnus.

Certains ont fait la fine bouche : avec la nouvelle direction chinoise, les principes de Mao seraient jetés dans les oubliettes ; et de citer tel ou tel extrait de déclarations auquel bien entendu on pourrait opposer tel ou tel autre extrait de déclaration. Laissons là le petit jeu des citations et constatons que, profondément bouleversée par ce qu'il est convenu d'appeler ici «La Bande des

Quatre», la Chine est à l'heure des bilans et de la rectification. Tous les problèmes de la Révolution socialiste sont revus sous leurs différents aspects. La Chine est aujourd'hui à l'heure de la dialectique, à l'heure de la pensée maotse-toung, dont précisément la dialectique constitue le cœur.

Alors la Chine ne s'observe pas avec des préjugés et des schémas. Que l'on ne recherche pas dans la situation actuelle le retour d'une ligne révisionniste du style Liu Shao-shi. Si contradictions il y a, c'est bien à de nouvelles formes de contradictions correspondant à une étape nouvelle de l'édification socialiste chinoise qu'il faut s'attendre. Car si le révisionnisme aujourd'hui en Chine prenait le visage de Liu Shao-shi, il serait balayé en quelques jours. En réalité, c'est sous une autre forme qu'il poindra encore.

Pas de raccourci ! Rien ne peut nous faire faire l'économie d'une analyse minutieuse et rigoureuse de l'expérience socialiste chinoise.

Correspondance

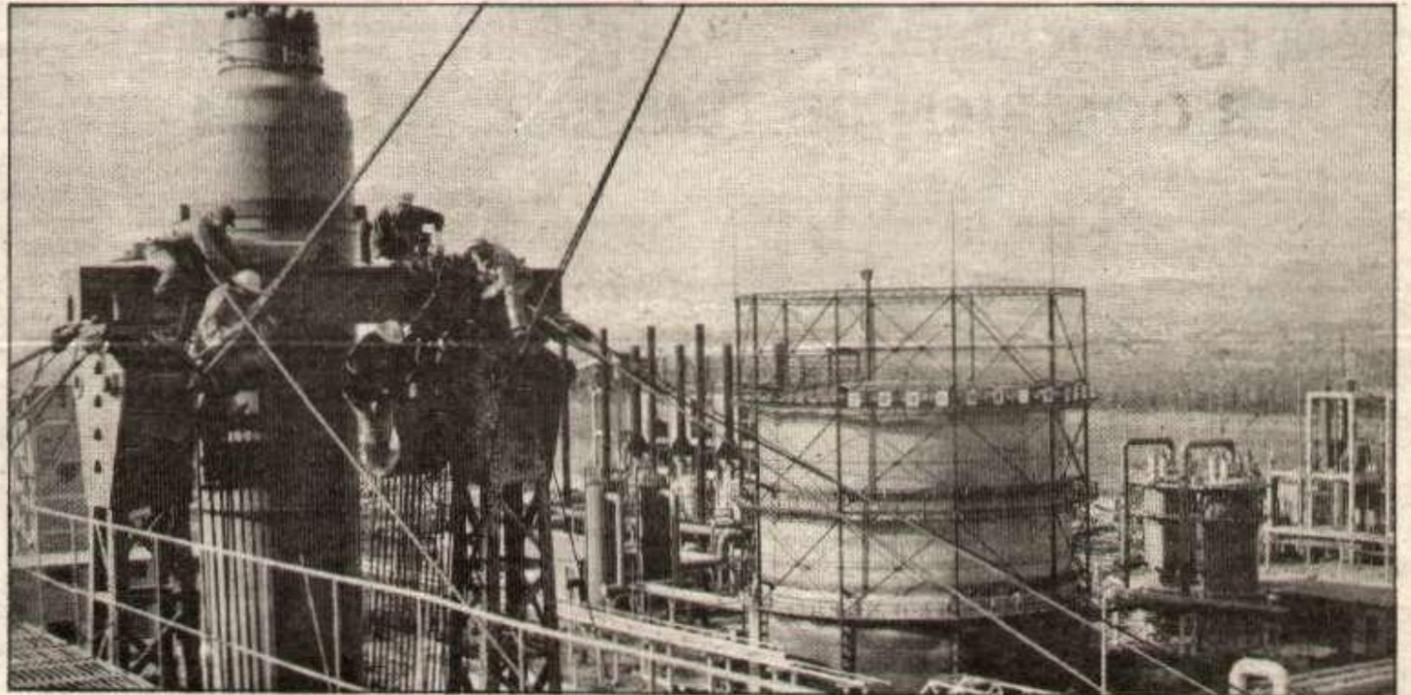
La V^e Assemblée Populaire (1975) : une lutte aigüe pour le pouvoir

La IV^e Assemblée Populaire s'est réunie en janvier 75. Sa préparation donna lieu à une âpre bataille. En 1974, alors que la Chine était engagée dans un mouvement de critique contre Lin Biao et Confucius, la «Bande des 4» fit dévier ce mouvement en l'axant exclusivement contre Confucius, gommant ainsi de la critique les aspects ultra-gauche de la ligne Lin Biao. C'était en effet vital pour eux. La poursuite de la critique de la ligne ultra-gauche de Lin Biao, c'était pour les «4» scier la branche sur laquelle ils étaient assis. De plus, ils profitèrent de ce mouvement de critique pour élargir la cible de l'attaque à ce qui fut appelé à ce moment là «les arrangements par la porte de derrière», c'est-à-dire le «piston», assez largement en vigueur à cette époque, du fait de l'absence de règlements, remis en cause au début de la Révolution Culturelle (pour l'accès à l'université par exemple). Ces critiques des règlements furent sans aucun doute justifiées, mais elles aboutirent dans bien des cas à une liquidation de tous les règlements sans élaboration de nouveau.

A l'approche de la IV^e Assemblée Populaire, les critiques se précisèrent : le groupe de rédaction des universités de Pékin et Tsinghoua, directement contrôlé par les «4», attaqua sous forme d'allusions particulièrement évidentes pour tous les Chinois, Chou En-Lai, taxé de «Confucéen n° 1 de notre temps». Le tout couronné par une démarche de Wang Hong-Wen, l'un des «4», auprès de Mao, alors en repos à Tchangcha, devant lequel il émit des critiques très dures à l'encontre de Chou. Quelques temps après, Kiang Tsing écrivit au Président Mao pour proposer Wang Hong-Wen comme vice-président du Comité permanent de l'assemblée nationale.

L'ensemble de ces initiatives furent prises à l'insu du Comité Central et elles ne reçurent pas l'aval de Mao. Il paraît établi, les preuves en ont été fournies à l'ensemble des Chinois ainsi qu'aux experts travaillant en Chine, que Mao critiqua d'une part le caractère métaphysique de l'élargissement de la critique contre Lin Biao et Confucius aux «arrangements par la porte de derrière», d'autre part qu'il retint plusieurs jours Wang Hong-Wen à Changcha pour l'éclairer sur la nature scissionniste de ses activités : «Ne formez pas de bande à 4».

En ce qui concerne la lettre de Kiang Tsing à Mao, celui-ci l'annota comme il avait pris l'habitude de le faire, indiquant :



«Ne te montre pas souvent, ne fais pas d'annotation sur les documents, ne fonde pas de cabinet (dont tu serais le patron dans la coulisse)». Si l'ombre d'un doute pouvait encore planer sur l'authenticité de ces faits, la désignation de Chou En-Lai pour s'occuper des nominations de la 4^e Assemblée Populaire et du Conseil d'Etat, ainsi que le fait que ce soit Chou En-Lai lui-même qui présenta le rapport sur les activités du gouvernement vient indubitablement le lever.

Le contenu et les décisions de la 4^e Assemblée Populaire marquent, de plus, incontestablement la défaite des Quatre. Chou En-Lai, dans son rapport, y lance l'appel à l'unité étroite du peuple et à lutter avec acharnement pour faire de la Chine un «puissant Etat socialiste moderne d'ici la fin du siècle», que les Quatre taxaient de ligne révisionniste.

Sur la lancée de la IV^e Assemblée Populaire, à la fin 75, une série de conférences nationales, dont la 1^{re} Conférence pour s'inspirer de Tatchai dans l'agriculture, fixaient des objectifs précis au redécollage de l'économie. Sans conteste, ces conférences suscitèrent un large espoir parmi le peuple chinois. La mort de Chou En-Lai en 76, puis de Mao en septembre de la même année, donnèrent l'occasion aux Quatre de redoubler d'activité. Si bien que les objectifs d'unité et de développement économique fixés par la IV^e Assemblée Populaire ne purent entrer en application. C'est pourquoi on a retrouvé au cœur des débats de la V^e Assemblée Populaire la réalisation, d'ici la fin du siècle, des quatre modernisations : modernisation de l'agriculture, de l'industrie, des sciences et de la Défense nationale.

La V^e Assemblée Populaire et les «Quatre modernisations»

C'est à l'évidence un objectif vital pour un pays dont les forces productives sont encore peu développées, et qui porte encore les stigmates des nations du Tiers Monde, longtemps exploitées par l'impérialisme. Réaliser cet objectif, a précisé Houa Kouo-Feng dans son rapport, n'est pas seulement une tâche économique, mais aussi politique : «Tout d'abord parce que, sur le plan international, la modernisation permettrait à la Chine de faire face à une agression impérialiste. En effet, si les 900 millions de Chinois constituent aujourd'hui un rempart sans doute imprenable, ils ne sauraient empêcher dans un premier temps, compte-tenu du niveau technique relativement faible de l'armée chinoise par rapport aux deux superpuissances, que celles-ci puissent éventuellement pénétrer profondément au sein du territoire chinois... même si ensuite elles ne pourraient en ressortir. Enfin, sur le plan intérieur, le développement de la base économique socialiste est la condition pour consolider l'alliance des ouvriers et des paysans et assurer la victoire du socialisme contre le capitalisme, améliorer les conditions de vie matérielles et culturelles du peuple, réduire graduellement les différences essentielles entre villes et campagnes, ouvriers et paysans, travail manuel et intellectuel, et consolider la dictature du prolétariat pour prévenir la restauration du capitalisme. (Rapport à la V^e Assemblée Populaire sur les activités

du gouvernement, présenté par Houa Kouo-Feng).

Le problème se pose en ces termes : comment un Etat socialiste, économiquement peu développé comme la Chine, peut vaincre la bourgeoisie et finalement l'éliminer pour passer au communisme ? N'est-ce pas en développant ses forces productives que la Chine pourra arriver à un stade d'abondance matérielle qui lui permettra de réaliser une répartition des richesses produites en fonction des besoins de chacun, c'est-à-dire le communisme ? Un exemple : la part des 700 millions de paysans chinois dans les recettes de l'Etat ne représente aujourd'hui que 10 % du total, c'est dire la faible productivité des campagnes. Ainsi, malgré une politique de l'Etat qui tend délibérément à favoriser ces dernières, les différences sur le plan matériel et culturel entre ville et campagne sont encore grandes aujourd'hui.

Comment réduire cet écart, sinon en mécanisant les campagnes pour accroître la productivité du paysan chinois ? Ce rapprochement des niveaux de vie matériels et culturels ainsi que la nature du travail, ayant alors pour effet de renforcer l'unité entre ouvriers et paysans, et de consolider la base du socialisme. Dans ces conditions, prétendre, comme l'a fait «La Bande des Quatre», que seule une économie pauvre et arriérée peut vaincre la bourgeoisie, c'est mettre définitivement une croix sur le cheminement de la société socialiste vers le communisme. Une question n'en demeure pas moins : quelle doit être alors l'orientation de ce développement économique ? Au service de qui, de quelles classes, doit-il être opéré ? (à suivre)

Malgré les réticences de la Grande Bretagne

ACCORD SUR LE SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN

Les résultats du Conseil Européen de Brème attestent de progrès enregistrés dans la construction monétaire européenne. Mais l'accord qui fixe désormais des marges déterminées de fluctuations entre les monnaies, (qui sont calculées sur un « panier » de monnaies européennes) dans le cadre d'un « serpent » élargi, est loin de satisfaire tous les partenaires. Tandis que l'Italie réclame en contrepartie de son adhésion au projet une aide

financière, c'est la Grande Bretagne qui se montre la plus réservée. Les raisons des réticences britanniques tiennent à plusieurs facteurs : outre le fait qu'actuellement c'est elle qui tire le plus de profits immédiats du désordre monétaire par ses opérations sur les marchés financiers, elle craint surtout les conditions draconiennes que pourrait lui imposer la RFA qui financera pour une grande part le nouveau Front Moné-

taire Européen. Celui-ci sera mis en place en 1981 et aura pour tâche de venir en aide aux monnaies européennes en difficultés, avec des réserves de l'ordre de 26 milliards de dollars (composé de 20 % des réserves monétaires de chaque Etat membre). La RFA semble donc jouer la carte européenne : après avoir utilisé la supériorité de son économie pour soutenir le dollar, elle se tourne vers les monnaies européennes, forte de la

position dominante qu'elle occupera dans le nouveau Front Monétaire Européen. Si cet accord représente un pas vers l'Union Économique et Monétaire qui avait subi un net retard ces dernières années, son application sera très lente puisqu'il doit être appliqué en janvier 79, pour un taux de croissance économique de 4,5 % à la mi-79 et la mise en place du FME seulement en 81. Les autres décisions du sommet de Brème concernant la poursuite du dialogue Nord-Sud ou une déclaration de principe sur la pollution des mers. Par contre les partenaires du Marché Commun se sont prononcés pour la réduction de leurs importations de pétrole ce qui constitue une position analogue à celle des USA qui, eux, ont décidé de puiser dans leurs réserves pétrolifères. La RFA en particulier a insisté sur l'utilisation de l'énergie nucléaire pour remplacer les importations énergétiques. Elle a également exprimé le vœu de stabiliser les cours du cuivre afin de soutenir la Zambie et le Zaïre. Enfin les 9 se sont déclarés inquiets de la situation au Liban et ont souligné le danger d'un affrontement israélo-syrien.

F.R.

Liban

STATU QUO POUR COMBIEN DE TEMPS ?

Alors que les bombardements n'avaient pas repris à Beyrouth depuis jeudi, il semblait lundi que le président Sarkis ne mettrait pas à exécution sa menace de démissionner. En effet, en abandonnant la présidence, celui-ci pouvait ôter toute justification à l'intervention syrienne. En effet, celle-ci se fait dans le cadre de la « Force arabe de dissuasion », théoriquement dirigée par le chef de l'Etat libanais. D'ailleurs, le document pu-

blié la semaine dernière par l'ambassade syrienne, celle-ci se réfère à « l'autorité légitime » représentée par le président Sarkis.

Le président libanais n'aura pas eu besoin d'aller jusqu'au bout, puisque les menaces de l'Etat sioniste, accompagnées de diverses pressions des impérialismes occidentaux semblent avoir fait reculer Assad. Après avoir fait survoler à basse altitude par des chasseurs Bey-

rout, Begin a en effet déployé des troupes à la frontière du Liban et à celle du Golan. Les déclarations du gouvernement sioniste selon lesquelles il ne pouvait « rester indifférent » ont trouvé un certain écho à New York, Londres et Paris. Dans cette mesure, la Syrie se trouve isolée et doit arrêter son offensive contre les phalangistes. Cependant rien n'est réglé, les différentes forces qui s'affrontent au Liban étant toujours en présence.

Italie : Perneti vainqueur à l'ancienneté

Samedi dernier, au seizième tour de scrutin, c'est Sandro Perneti, socialiste, 82 ans, qui a été élu président de la République par le Parlement italien. Il a bénéficié surtout de l'absence d'accord des partis sur tout autre candidat. D'autre part, ayant déjà retiré sa candidature, il n'était plus le candidat du PS et pouvait apparaître comme étant « au dessus des partis ». Son passé anti-fasciste est rassurant et tranche avec les mœurs politiques de son prédécesseur Leone. Il reste que seize tours de scrutin pour en arriver à un tel résultat, cela ne réhaussera pas le « prestige » de la démocratie bourgeoise italienne !

Tunisie : premiers procès des syndicalistes en juillet

Selon certaines informations, le régime de Bourguiba Movira organiserait fin juillet, le procès de 70 syndicalistes de Sfax arrêtés après les événements du 26 janvier. Il y aurait actuellement plus d'une centaine de syndicalistes emprisonnés. Ils ont été détenus sans inculpation pendant deux mois. Aujourd'hui, le gouvernement tunisien refuse de confirmer la date de ces procès pour leur éviter trop de publicité.

Rencontre Mitterrand-Willy Brandt

Willy Brandt, président du SPD et de l'Internationale socialiste, a été reçu vendredi par Mitterrand. Celui-ci a déclaré qu'ils auraient « beaucoup de problèmes à traiter sur le plan des relations entre les deux pays comme sur le plan des relations entre les deux partis ». Dans *L'Humanité* de samedi, Andrieu prend la plume pour expliquer que « l'accélération de la dérive droite du Parti socialiste s'accroît (...) Hommes du pouvoir et dirigeants socialistes manœuvrent de concert pour endormir l'opinion et pour apaiser les inquiétudes que provoque le dangereux projet d'élargissement du Marché Commun ».

Willy Brandt a également rencontré Pierre Mendes-France.

SOMALIE-FRANCE

Le président somalien Siad Barre est en visite officielle en France. Il doit être reçu par Giscard. L'E-

lysée a fait préciser qu'une délégation éthiopienne « de haut rang » serait également reçue en France dans un avenir proche.

Et l'acier fut trempé

167^e ep

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

par laquelle il rejoindrait prochainement les rangs des combattants.

Bajanova remarqua une mèche argentée sur les tempes de Kortchaguine et dit doucement :

— Je vois que vous avez subi de rudes épreuves. Mais vous n'avez cependant pas perdu votre enthousiasme inextinguible. Que pouvez-vous désirer de plus ? C'est très bien que vous ayez décidé d'entreprendre le travail auquel vous vous préparez depuis cinq ans. Mais comment ferez-vous ?

Un sourire rassurant se dessina sur les lèvres de Pavel.

— On m'apporte demain un transparent spécial, un pochoir découpé dans du carton. Sans cela, impossible d'écrire. Les lignes montent les unes sur les autres. J'ai longuement cherché une solution et j'ai fini par trouver. Les parties pleines du carton empêcheront mon crayon de dévier de la ligne en cours. Ecrire sans voir ce qu'on écrit est difficile, mais pas impossible. Je m'en suis rendu compte. Pendant longtemps, je n'arrivais à rien, mais je commence à écrire plus lentement, en formant soigneusement chaque lettre, et le résultat est assez bon.

Pavel se mit au travail.

Il voulait écrire un roman consacré à la division héroïque de Kotovski. Le titre vint de lui-même : « *Enfantés par la tempête.* »

A partir de ce jour, toute sa vie s'orienta vers la réalisation du livre. Les pages naissaient lente-

ment, ligne après ligne. Il oubliait tout, subjugué par les images, découvrant la douleur de la création quand il ne parvenait pas à traduire sur le papier des tableaux éclatants, inoubliables, intensément vécus, et n'alignait que des mots pâles, dénués de flamme et de passion.

Tout ce qu'il écrivait, il devait se le rappeler mot pour mot. Perdre le fil, c'était paralyser tout son effort. Sa mère l'observait avec frayeur.

Au cours du travail, il était amené à se réciter de mémoire des pages entières, voire des chapitres, et la mère croyait par moments que son fils était devenu fou. Pendant qu'il écrivait, elle n'osait pas s'approcher de lui et se bornait à ramasser les feuilles tombées du lit, disant timidement :

— Tu devrais faire autre chose, Pavloucha. Ça ne s'est jamais vu, écrire sans arrêt.

Et lui, de bon cœur, riait de son inquiétude et assurait la bonne vieille qu'il n'était pas encore tout à fait « maboul ».

Trois chapitres du roman projeté étaient terminés. Pavel les envoya à Odessa, à un groupe d'anciens de la division Kotovski, pour connaître leur appréciation. Il reçut bientôt une réponse élogieuse, mais, sur le chemin du retour, la poste égara le manuscrit. Le labeur de six mois était perdu. Ce fut un grand choc pour lui. Il regretta amèrement d'avoir expédié l'unique exemplaire de son œuvre, de ne pas l'avoir écrit en double. Il mit Lédénev au courant de sa perte.

— Pourquoi as-tu été si imprudent ? Calme-toi, il est trop tard pour récriminer. Recommence depuis le début.

— Mais voyons, Innokenti Pavlovitch ! Six mois de travail qu'on m'a volés. Huit heures par jour d'un travail acharné ! Qu'ils soient trois fois maudits, ces incapables !

Lédénev s'efforçait de le calmer. (à suivre)

Il reçut la visite de Bajanova, venue à Moscou pour des raisons professionnelles. Ils parlèrent longuement. Pavel parla avec fougue de la voie

DISSIDENTS EN DANGER DE MORT

● Après avoir condamné Orlov, président du groupe de Moscou «pour l'application des accords d'Helsinki pour la défense des droits de l'Homme» à 7 ans de goulag le 19 mai 1978, le Kremlin s'apprête aujourd'hui à condamner deux autres membres des groupes d'Helsinki à des peines encore plus dures. Anatoli Chtcharansky accusé de haute trahison est passible de la peine de mort. Alexandre Guinzbourg, en tant que «récidiviste» risque 10 ans de camp et 5 ans de déportation, ce qui équivaut, en raison de son état de santé, à une peine de mort camouflée. Brejnev en cumulant l'ouverture de ces deux procès le même jour, montre sa volonté d'en finir avec toute manifestation organisée de l'opposition et de liquider toute résistance à l'heure où celle-ci s'enrichit de nouvelles formes de combat; organisation de la résistance ouvrière dans le premier syndicat libre de travailleurs; rejet des illusions sur le soutien des gouvernements occidentaux; appel à la mobilisation active dans un boycott total de l'Union Soviétique.

C'est le 20 mai 1969, avec la fondation du «Groupe d'Initiative pour la défense des droits de l'homme» que la résistance en URSS prenait sa première forme organisée.

Elle s'était soudée dans la défense des écrivains Siniavsky et Daniel, Guinzbourg et Valanskov lors des procès de 1966 et de 1968. Elle était passée de la protestation au combat politique lors de la manifestation sur la Place rouge le 25 août 1968 contre l'agression soviétique en Tchécoslovaquie. Elle avait maintenant une plate forme: la défense du droit «d'avoir ses propres idées» et de les diffuser par n'importe quel moyen légal, la lutte contre la répression sous toutes ses formes. Elle décidait aussi de ses formes de lutte, publiques et légales, ce qui lui permettait de recevoir de partout

des témoignages, des appels et de les rassembler dans le Samizdat, la chronique des événements courants. Des groupes se réclamant du mouvement se créaient un peu partout, une unification commençait des différentes résistances et surtout des résistances nationales qui bien souvent, avant Moscou, s'étaient organisées avec leur propre Samizdat en Ukraine, en Lituanie, en Arménie, chez les Tatars.

Progressivement, la réalité du fascisme soviétique éclatait au grand jour.

DES ILLUSIONS SUR LA POLITIQUE DE «DÉTENTE»

Le premier appel du Groupe d'Initiative s'adressait à l'ONU. Il s'agissait à plus long terme de faire connaître la répression à

l'Ouest, susciter un mouvement de protestation et de soutien destiné à peser sur le régime de Brejnev. Dans cette perspective, la dissidence allait s'emparer de la 3^e «corbeille» des Accords d'Helsinki concernant la question des droits de l'homme et la libre circulation des hommes et des idées pour en faire une nouvelle base d'attaque. En 1976, des groupes de surveillance de l'Application des Accords d'Helsinki se créent à Moscou, en Ukraine, en Arménie, en Géorgie. Ils rassemblent tous les cas de violation de ces accords et adressent des rapports aux gouvernements des pays signataires.

En 1977, l'arrivée au pouvoir de Carter, ses déclarations sur les droits de l'homme, sa lettre à Sakharov, son entrevue avec Boukowsky renforcent l'illusion d'un soutien des pays occidentaux. Pour beaucoup de dissidents, la «détente» — paravent de l'URSS pour un renforcement de la militarisation et de la terreur fasciste — représente encore une possibilité de rapprochement entre l'URSS et les gouvernements occidentaux, un poids décisif pour une évolution dans un sens démocratique du régime de Brejnev. La plupart d'entre eux croient en la sincérité de Carter, sans voir clairement qu'il s'agit pour celui-ci de tirer parti du mouvement d'opposition en URSS pour tenter d'instituer un rapport de forces face à Brejnev, rapport de forces que l'impérialisme américain n'a plus.

Or, Brejnev qui avait un peu adouci la terreur, le temps de la signature des Accords d'Helsinki, déchaîne à nouveau ses bourreaux.

Début 77, les principaux membres des groupes Helsinki sont arrêtés. En juin 77, à la veille de la conférence de Belgrade censée faire le point sur l'application des Accords d'Helsinki, les premières condamnations contre les groupes Helsinki s'abattent. La conférence de Belgrade se termine par un échec. Les illusions vont commencer à tomber. L'année 78 va marquer une nouvelle étape.

LE SYNDICAT LIBRE

78, c'est d'abord l'apparition de la première forme organisée d'une opposition ouvrière qui, autour de Vladimir Klebanov fonde le premier syndicat libre des travailleurs de l'Union Soviétique, rendu public le 1^{er} février 1978. La résistance ouvrière qui, dès ses débuts, avait eu des liens avec le mouvement démocratique a su organiser ses premières forces. La résistance soviétique prend dès lors une nouvelle dimension.

L'APPEL AU BOYCOTT TOTAL DE L'URSS

78, c'est aussi la fin des illusions sur le soutien possible des pays occidentaux. «Depuis l'échec de Belgrade, la répres-

sion s'est accentuée en URSS... L'ONU et les gouvernements occidentaux ont montré leur impuissance. Un seul espoir demeure: l'opinion publique» déclare Pliouchtch à la réunion du théâtre d'Orsay organisé par les dissidents à Paris le 29 juin 1978. Et, avec tous ses amis, il lance un appel au boycott total de l'URSS, boycott idéologique, culturel, scientifique, sportif avec pour horizon les Jeux Olympiques de Moscou en 1980. En plaçant ce boycott dans le cadre d'une lutte contre «la nouvelle internationale des bourreaux qu'ils soient d'Amérique latine, d'Asie, d'Afrique du Sud ou des pays de l'Est», la dissidence entend donner à son combat la dimension nouvelle d'un combat anti-fasciste. À l'heure où Brejnev précipite condamnations et procès pour tenter de liquider la résistance intérieure et faire place nette en prévision des Jeux Olympiques, un tel appel au boycott offensif gêne le Kremlin: les réactions virulentes aux premières initiatives de boycott de congrès scientifiques en URSS en sont la première preuve.

Compter avant tout sur soi-même, plutôt que sur le soutien des gouvernements occidentaux, mobiliser l'opinion pour des actions de soutien à la résistance intérieure et maintenant pour des actions offensives contre le régime de Brejnev, c'est là pour les dissidents une nouvelle étape importante de leur combat contre le fascisme soviétique.

Joëlle FECLAZ

Manifestation à Paris samedi



Plusieurs centaines de personnes se rassemblaient à l'appel des dissidents de l'URSS et des pays de l'Est dans une manifestation silencieuse sur le parvis de Notre Dame de Paris le 9 juillet à 11 heures. De nombreuses pétitions étaient signées pour exiger la libération de Guinzbourg et Chtcharansky.

Libérez Guinzbourg et Chtcharansky

Anatoli Chtcharansky, âgé de 30 ans est accusé de «trahison et d'espionnage», il est passible de la peine de mort. Ingénieur spécialiste en informatique, il est poursuivi depuis 1973 pour avoir demandé un visa d'émigration en Israël, visa qui lui est refusé alors qu'il est accordé à sa femme. Membre fondateur du groupe Helsinki de Moscou en 1976, il est arrêté et gardé au secret à la prison de Lefortovo depuis le 15 mars 1977. Les autorités l'accusent d'avoir travaillé pour la CIA, sur la «foi» des témoignages et des aveux d'un certain Lipavsky qui avait partagé autrefois son appartement. A ces accusations s'ajoutent depuis peu les calomnies sur la vie privée. Les trois avocats français choisis pour sa défense, par sa famille se sont vus refuser tout visa d'entrée par les autorités qui lui ont commis un avocat d'office.

Alexandre Guinzbourg, âgée de 24 ans, père de deux enfants, risque 10 ans de camp à régime sévère et 5 ans de déportation. Il a subi son premier emprisonnement de 60 à 62 officiellement pour faux, en réalité pour sa publication de Phénix, premier samizdat (1) littéraire et poétique. En 1966, il rédige le «Livre Blanc» sur les procès des écrivains Siniavski et Daniel. Arrêté en 67 pour ce motif il est condamné en 1968 à cinq ans de camp. A sa sortie, il administre le «fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles» et participe en 1976 à la fondation du groupe d'Helsinki de Moscou. A ce titre il est arrêté et mis au secret depuis le 3 février 1977 dans une prison de Kalouja aux environs de Moscou. Son état de santé est alarmant, il est atteint d'un ulcère à l'estomac incurable et de tuberculose. La peine qui le menace équivaut à le condamner à mort.

(1): «Chronique des événements courants».